

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 28/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMITRED OUEST D'ARMOR (UIOM DE PLUZUNET)

Usine d'Incinération
Site de Quelven
22140 Pluzunet

Code AIOT : 0005500338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2024 dans l'établissement SMITRED OUEST D'ARMOR (UIOM DE PLUZUNET) implanté Site de Quelven 22140 Pluzunet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMITRED OUEST D'ARMOR (UIOM DE PLUZUNET)
- Site de Quelven 22140 Pluzunet
- Code AIOT : 0005500338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site exploité par le SMITRED sur la commune de Pluzunet exploite des installations:

- de valorisation énergétique de déchets non dangereux incluant une plateforme de maturation de macheders,
- un banaliseuse de déchets d'activité de soins à risque infectieux (DASRI),
- un centre de tri,
- une plateforme de tri et broyage de bois déchets.

L'ensemble de ces activités est régie par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 octobre 2016.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 : Conformité incinérateurs IED
- Incident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositifs de mesure en semi-continu.	AP Complémentaire du 14/10/2016, article 10.5.5	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
3	Conditions générales de la surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Demande d'action corrective	90 jours
4	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28 > a)	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
6	Plan de gestion des OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1	Demande d'action corrective	90 jours
9	Caractéristiques des rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article annexe 8	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
10	Incident	Code de l'environnement du 14/10/2016, article R.512-69	Demande d'action corrective	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositifs de mesure en continu.	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1 > b)	Sans objet
5	Surveillance des émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28 > b)	Sans objet
7	Evaluation périodique des OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.2	Sans objet
8	Valeurs limites d'émissions des rejets d'air	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.1.1	Sans objet
11	Indisponibilité de l'analyseur en mercure	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2.a	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun écart majeur conduisant à prendre des mesures administratives n'a été constaté. L'inspection rappelle que le dépassement du seuil en dioxines/furanes relevé sur la période de septembre à décembre relève de l'incident et doit faire l'objet d'un rapport spécifique. D'un point de vue général, des éléments justificatifs restent à transmettre pour s'assurer du respect des dispositions réglementaires applicables depuis le 3 décembre 2023 s'agissant de la surveillance des émissions atmosphériques du four.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositifs de mesure en semi-continu.

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2016, article 10.5.5
Thème(s) : Risque chronique, Indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu
Prescription contrôlée : L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en semi-continu des effluents atmosphériques. Sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en semi-continu ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation.
Constats : Le report en salle de contrôle pour le mois de janvier indique une indisponibilité de 42 minutes correspondant à 1% du temps depuis le début du mois de janvier. Le rapport du 16/01/2024 concernant la période du 13/11/2023 au 11/12/2023 comptabilise un total de 98,34% de disponibilité depuis le 1er janvier 2023. Les fiches mensuelles de présentation des résultats de l'autosurveillance ne mentionnent pas les durées d'indisponibilités de l'analyseur et les rapports d'analyses ne sont pas transmis mensuellement. Les données permettant d'apprécier l'évolution du temps d'indisponibilité doivent être transmises mensuellement. Les éléments recueillis au titre de l'année 2023 ne permettent pas de justifier le respect de la prescription précitée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir les éléments permettant de s'assurer du respect de la durée maximale d'indisponibilité du dispositif AMESA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 2 : Dispositifs de mesure en continu.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1 > b)
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité des dispositifs de mesure en continu
Prescription contrôlée : L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en continu des effluents aqueux et atmosphériques. Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.
Constats : Selon les résultats de l'autosurveillance transmis mensuellement les indisponibilités des analyseurs autres que celui du mercure ne dépassent pas 60 h cumulées sur l'année 2023 et n'atteignent pas des 10 heures consécutives. Il est comptabilisé 1h30 d'indisponibilités sur l'analyseur de poussières et 1h30 sur l'analyseur pour les autres paramètres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions générales de la surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Etalonnage des dispositifs de mesure en continu
Prescription contrôlée : Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
Constats : Pour l' ensemble des paramètres suivis en continu en dehors du mercure , un contrôle qualitatif de la mesure dit AST, correspondant à un étalonnage annuel a été réalisé au cours de l'année 2023 par CME Environnement le 19 juin 2023. Le rapport fait état de test de variabilité et de test de la fonction d'étalonnage conforme pour l'ensemble des paramètres étudiés. Dans le cadre de l'application de la nouvelle réglementation IED ayant fait l'objet de prescriptions ministérielles par l'arrêté du 12 janvier 2021, l'exploitant a mis en place un nouvel analyseur destiné à la mesure en-continue du mercure des émissions atmosphériques du four. Ce contrôle est exigé depuis le 3 décembre 2023 . En ce qui concerne le mercure, une procédure qualité QAL2 a été réalisée par le Bureau VERITAS le 4 décembre 2023. Cette procédure correspond à un processus d'étalonnage qui permet également de vérifier l'aptitude du système automatique de mesure (AMS) pour son application après installation ainsi que la détermination de la fonction d'étalonnage de l'appareil, du domaine de validité et de la variabilité. Le rapport du contrôle du Bureau VERITAS conclut en un écart de l'AMS par rapport à la norme. Il fait en particulier mention d'échec au test de variabilité de la mesure. L'exploitant a affirmé qu'une nouvelle procédure était prévue au mois de février.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le rapport QAL2 doit être transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 4 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28 > a)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle semestriel par organisme
Prescription contrôlée : L'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en semi-continu. L'exploitant d'une installation d'incinération doit enfin faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes.
Constats : Un contrôle inopiné a été mandaté par l'inspection des installations classées. Le contrôle inopiné a été effectué au mois de septembre 2023. Le contrôle des rejets d'air a été effectué par le laboratoire SOCOAIR. Les résultats transmis font apparaître des teneurs en polluants conformes aux valeurs limites imposées. Les résultats d'analyses des émissions atmosphériques du four pour le 1er semestre n'ont pas été transmis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le SMITRED doit transmettre les résultats d'analyses des émissions atmosphériques du four du 1er semestre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 5 : Surveillance des émissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28 > b)
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassement lors du contrôle en semi-continu
Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués selon la fréquence définie à l'annexe I. Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie à l'article 17, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes selon la méthode définie à l'annexe I. Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.
Constats : Les résultats de l'autosurveillance font état de dépassements des seuils de dioxines/furanes pour les cartouches AMESA prélevés sur les périodes suivantes: du 22 septembre au 20 octobre (0,1757 ng/Nm3) du 2 octobre au 13 novembre (0,2591 ng/Nm3) du 13 novembre au 11 décembre (0.2315

ng/Nm³)

En ce qui concerne le premier dépassement, il a été porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dès la réception du rapport d'analyse à savoir le 22/11/2023.

Pour des raisons techniques comprenant notamment des investigations suite à la détection d'incident, la contre-mesure pour la première période non-conforme n'a été réalisée que le 28 décembre dernier.

Le rapport de la contre-mesure du 18 janvier 2024 fait état d'une concentration conforme à la valeur limite imposée à savoir 0.00643 ng/Nm³ pour un flux de 0.00029 mg/j.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de gestion des OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1

Thème(s) : Action nationale 2024, Plan de gestion des OTNOC

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.

Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.

Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Constats :

Les dispositions de cet article sont applicables depuis le 3 décembre 2023. L'exploitant ne dispose de peu de retour d'expérience sur les OTNOC à ce stade.

Le plan de gestion des OTNOC n'a pas été présenté le jour du contrôle. Ce document a été transmis par courrier électronique en date du 31/01/2024.

Contenu du plan de gestion des OTNOC

Ce plan de gestion des OTNOC prévoit une gestion différenciée entre :

- les OTNOC détectables au contrôle commande,
- les OTNOC non détectables au contrôle commande nécessitant une activation manuelle du signal sur contrôle commande avec justification de la cause.,
- les détections ne pouvant entraîner d'activation manuelle du signal OTNOC nécessitant un report manuel dans le plan de gestion.

L'exploitant a présenté à l'inspection la liste des conditions OTNOC, annexe 1 du plan de gestion des OTNOC (conditions autres que normales de fonctionnement). Celle-ci sont notamment

<p>relatives aux défauts de ventilateur d'air au seuil de dioxygène, aux écarts de Ph des laveurs, à l'électro-filtre, à la chute de pression de la chaudière...)</p> <p>Le plan prévoit également une durée cumulée d'OTNOC limitée à 250 heures par conduit ainsi qu'une revue périodique du plan de gestion.</p> <p>Cependant, le plan ne contient pas la mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient que le plan de gestion des OTNOC soit complété de manière à répondre entièrement aux dispositions de l'article 3.5.1 de l'arrêté ministériel du 12/01/21. Par ailleurs, la durée et le type de défaillance liée au déclenchement d'une OTNOC doivent être renseignés dans les rapports mensuels d'autosurveillance transmis à l'inspection de manière à s'assurer du respect de la réglementation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 7 : Evaluation périodique des OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.2
Thème(s) : Action nationale 2024, Evaluation périodique des OTNOC
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'évaluation périodique consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ; - l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ; - la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ; - l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des OTNOC spécifie que la liste des OTNOC doit être réexaminée annuellement notamment en fonction de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conception appropriée des équipements critiques, - le plan de maintenance préventive des équipements critiques, - l'évaluation des émissions lors des OTNOC ; <p>Le plan de maintenance préventive n'a pas été présenté et aucun élément concernant ce point ne figure dans le plan de gestion des OTNOCs.</p> <p>Les méthodes d'enregistrement des OTNOC ont succinctement été présentées lors de l'inspection. L'enregistrement manuel n'a pas été présenté.</p> <p>Cette prescription fera l'objet d'un contrôle ultérieur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Valeurs limites d'émissions des rejets d'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 71.1
Thème(s) : Action nationale 2024, Valeurs limites d'émissions des rejets canalisés dans l'air
Prescription contrôlée : En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets : <ul style="list-style-type: none">- poussières : 5 mg/Nm3- COVT : 10 mg/Nm3- CO : 50 mg/Nm3- HCl : 8 mg/Nm3- HF : 1 mg/Nm3- SO2: 40 mg/Nm3- NOx: 80 mg/Nm3- NH3 : 10 mg/Nm3- Cd+Ti : 0,02 mg/Nm3- Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V : 0,3 mg/Nm3- Hg : 0,02 mg/Nm3- PCDD/F : 0,08 ng/Nm3
Constats : Un contrôle des reports des analyseurs a été effectué lors de l'inspection. Les concentrations reportées en salle de contrôle n'ont fait apparaître aucune non-conformité ponctuelle. En ce qui concerne plus particulièrement la mesure de la teneur en mercure dans les gaz, la concentration moyenne journalière affichée était de 2.76 µg/Nm3 pour une valeur demi-horaire de 2.39 µg/Nm3. Aucune OTNOC n'est à relever jusqu'à 15h00 le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Caractéristiques des rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article annexe 8
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des rejets
Prescription contrôlée : Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Matières en suspension totales : 30 mg/l- Carbone organique total: 40 mg/l- Métaux et métalloïdes- Pb: 0.06 mg/l- Azote ammoniacal (NH4-N): 30 mg/l- Sulfates (SO42-): 1000 mg/l
Constats : Le SMITRED a déposé un porter à connaissance des modifications d'exploitation du site en particulier la création d'une nouvelle plateforme de maturation des mâchefers. Les eaux de ruissellement de cette plateforme sont récupérées et pour partie envoyées vers la cuve d'incinération des effluents liquides pour être incinérée. Le trop plein est neutralisé via une station de traitement de pH avant d'être acheminées vers 1 bassin puis un débourbeur /deshuileur avant rejet au milieu naturel. Le plan des réseaux d'eau mis à jour doit être transmis à l'inspection. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des conditions de rejets vers le milieu naturel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le plan des réseaux d'eau mis à jour doit être transmis à l'inspection. Une analyse des rejets d'eaux issus de la plateforme de mâchefers est à réaliser. Les résultats sont à transmettre à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 10 : Incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/10/2016, article R.512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport d'incident
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Un dépassement du seuil fixé en dioxines/furane a été mesuré sur une période de 3 mois dans les cartouches AMESA de la période allant du 22 septembre au 11 décembre 2023. Conformément à la réglementation, le premier dépassement a été communiqué à l'inspection par courrier électronique. A travers les fiches de liaison mensuelles, l'exploitant expose les circonstances de l'incident et les mesures qui ont été prises. L'origine de l'évènement a été identifiée lors de l'arrêt technique programmée en octobre. Un percement important des échangeurs de fumées/fumées en amont de l'installation de traitement des NOx a été détecté. A cette occasion, il a été procédé à un retubage de plus d'une centaine de tubes en inox. Un nouveau réchauffeur de fumées placé en amont de l'échangeur fumées/fumées a été mis en fonctionnement. Cette défaillance peut entraîner un by pass de l'installation de traitement des NOx qui permet également de traiter les dioxines furanes. La remise en fonctionnement des installations après les travaux effectués n'a pas entraîné un retour à la normale attendu. Un nouvel arrêt a été programmé lors duquel des investigations complémentaires ont été réalisées. Au final 50% de l'échangeur a été condamné par la mise en place de plaque soudée. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'un nouvel échangeur serait mis en place au cours de l'année 2024. Le retour à la normale a été confirmé par une analyse ponctuelle des émissions de dioxines furane dont les résultats présentent une concentration conforme en dioxines furanes. L'inspection rappelle que cet évènement est un incident et doit faire l'objet d'un rapport d'incident spécifique répondant aux dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre un rapport d'incident répondant aux dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement. Il devra en particulier développer les mesures qu'il envisage de prendre pour éviter qu'un tel évènement ne se reproduise ultérieurement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 11 : Indisponibilité de l'analyseur en mercure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024, indisponibilité de l'analyseur
<p>Prescription contrôlée : "Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6). Notas : (5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année. (6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211."</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un compteur des indisponibilités de l'analyseur. Lors de l'inspection, ce compteur indiquait une indisponibilité de 17h.</p>
Type de suites proposées : Sans suite